

Dans l'article 14, les traitements annuels suivants sont admis :

« ingénieur industriel 10/1
ingénieur industriel principal 11/3 ».

Vu pour être ajouté à l'arrêté de l'Exécutif flamand du 3 mai 1990.

Le Président de l'Exécutif flamand,

G. GEENS

Le Vice-Président et Ministre communautaire de l'Economie, des Classes moyennes et de l'Energie,

N. DE BATSELIER

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 91 — 194

18 OCTOBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
relatif à la composition et au fonctionnement du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, modifiée par décret le 11 avril 1984, notamment les articles 52 et 53;

Vu les lois coordonnées du 12 janvier 1973 sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3, § 1er;

Vu l'urgence;

Considérant d'une part, qu'il convient d'adapter l'arrêté du 25 octobre 1984 et que, d'autre part, le renouvellement du Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature doit être effectué dans les meilleurs délais;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi, chargé de la rénovation rurale, de la conservation de la nature et des zones industrielles pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

- « le Conseil » : le Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature;
- « le Ministre » : le membre de l'Exécutif régional wallon qui a la conservation de la nature dans ses attributions.

Art. 2. Le Conseil a pour mission de donner au Ministre un avis sur toutes les questions intéressant la conservation de la nature. Il connaît de ces questions d'office ou sur demande du Ministre.

Le Conseil délibère sur les propositions qui lui sont soumises par cinq de ses membres au moins. Lorsqu'un avis est sollicité par le Ministre, le Conseil est tenu de lui communiquer dans un délai n'excédant pas deux mois. A la demande expresse du Ministre, ce délai peut être ramené à cinq jours.

Art. 3. Le siège du Conseil est fixé à Namur.

Le Conseil peut se réunir dans d'autres localités de la Région wallonne lorsqu'il l'estime utile.

Art. 4. § 1^{er}. Le Conseil est composé de vingt-six membres.

Les membres visés aux 1^o et 2^o sont nommés par l'Exécutif sur proposition du Ministre.

Les membres visés au 3^o sont nommés, respectivement, par les conseils et les commissions dont ils émanent.

Il s'agit :

1^o de personnes ayant de grandes compétences scientifiques dans le domaine de la conservation de la nature, de formation universitaire, réparties selon les disciplines suivantes :

— botanique	un membre
— écologie végétale	un membre
— zoologie, vertébrés	un membre
— zoologie, invertébrés	un membre
— écologie animale	un membre
— phytosociologie	un membre
— écotoxicologie	un membre
— hydrobiologie	un membre
— géologie	un membre
— entomologie	un membre

2^o dix membres représentant chacun une association dont l'objet comprend la conservation de la nature et la protection de l'environnement et dont la compétence concerne l'ensemble du territoire de la Région wallonne ou une partie importante de ce territoire;

3^o de représentants des conseils et des commissions suivants :

- un membre représentant le Conseil supérieur wallon des forêts;
- un membre représentant le Conseil supérieur wallon de la chasse;
- un membre représentant le Conseil supérieur wallon de la pêche;
- un membre représentant le Conseil wallon de l'environnement;
- un membre représentant la Commission consultative régionale wallonne d'aménagement du territoire;
- un membre représentant la Commission régionale des monuments, sites et fouilles de la Région wallonne.

§ 2. Le directeur général de la direction générale des ressources naturelles et de l'environnement et l'inspecteur général de la division de la nature et des forêts du Ministère de la Région wallonne, ou les fonctionnaires qu'ils délèguent, assistent aux réunions du Conseil avec voix consultative.

Art. 5. Le Président et le Vice-président du Conseil sont nommé par le Ministre, l'un parmi les membres visés à l'article 4, 1^o et l'autre parmi ceux visés à l'article 4, 2^o.

Art. 6. Tout membre du Conseil doit être domicilié dans la Région wallonne à la date de sa nomination et durant l'exercice de son mandat, sauf exception motivée par des compétences scientifiques particulières.

Art. 7. Le Conseil peut inviter, dans le cadre de ses travaux, toute personne qu'il souhaite entendre.

Il peut constituer en son sein des commissions pour l'étude de matières spécifiques.

A cet effet, il peut permettre à des invités de participer aux travaux de ces commissions.

Art. 8. Le Conseil établit un règlement d'ordre intérieur et le soumet au Ministre pour approbation.

Ce règlement prévoit, notamment, la création, la composition et les attributions d'un bureau, les règles de vote, la cadence des réunions et le mode d'inscription des points à l'ordre du jour.

Le bureau comprend au moins un membre de chacune des catégories visées à l'article 4, § 1^{er} avec un maximum de six membres.

Art. 9. La durée du mandat des membres du Conseil est de cinq ans.

Le mandat est renouvelable.

En cas de vacance avant l'expiration d'un mandat, le membre nouvellement désigné achève le mandat de son prédécesseur. Ce nouveau membre doit être désigné au plus tard deux mois après l'ouverture de la vacance constatée par le Président du Conseil ou, le cas échéant, par le Ministre.

Art. 10. Le Conseil se réunit au moins quatre fois par an.

Un membre qui n'a pas siégé sans motif valable durant cinq réunions consécutives est considéré d'office comme démissionnaire.

Art. 11. Les fonctions des membres du Conseil ne sont pas rémunérées.

Toutefois, les membres du Conseil et les personnes visées à l'article 7, ont droit à l'indemnité pour frais de parcours et de séjour à charge du budget de la Région wallonne.

A cette fin, les personnes visées à l'article 7 seront assimilées aux fonctionnaires de rang 15.

Art. 12. Le Ministre préside le Conseil lorsqu'il le juge utile. Il convoque le Conseil chaque fois qu'il l'estime nécessaire.

Art. 13. Le secrétariat du Conseil est assuré conformément à l'article 4, § 3 du décret du 25 mai 1983 modifiant, en ce qui concerne le Conseil économique régional pour la Wallonie, la loi-cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un Conseil économique et social de la Région wallonne.

Le secrétaire du Conseil n'a pas voix délibérative.

Il reçoit les avis et rapports rendus par le Conseil et les transmet au Ministre.

Art. 14. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 25 octobre 1984 relatif à la composition et au fonctionnement du Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature est abrogé.

Art. 15. Le Ministre qui a la conservation de la nature dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 octobre 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Économie, des PME et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale,
de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles pour la Région wallonne,

E. HISMANS

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 91 — 194

**18. OKTOBER 1990. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive
über die Zusammensetzung und die Arbeitsweise des Wallonischen Obersten Rates für die Erhaltung der Natur**

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, abgeändert durch das Dekret vom 11. April 1984, insbesondere der Artikel 52 und 53;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung einerseits, dass es an Betracht ist, der Erlass vom 25. Oktober 1984 anzupassen und andererseits, dass die Zusammensetzung des Wallonischen Obersten Rates für die Erhaltung der Natur möglichst bald erneuert werden muss;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Auf Vorschlag des Ministers der Wallonischen Region für die Beschäftigung, beauftragt mit der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur und den Industriezonen,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

— « den Rat » : den Wallonischen Obersten Rat für die Erhaltung der Natur;

— « den Minister » : das Mitglied der Wallonischen Regionalexekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Erhaltung der Natur gehört.

Art. 2. Der Rat hat die Aufgabe, dem Minister ein Gutachten über alle Fragen abzugeben, die die Erhaltung der Natur betreffen. Er behandelt diese Fragen von Amts wegen oder auf Antrag des Ministers.

Der Rat berät über Vorschläge, die ihm von mindestens fünf seiner Mitglieder unterbreitet werden. Wenn der Minister ein Gutachten beantragt, muss der Rat es ihm innerhalb zwei Monate übermitteln. Diese Frist kann auf ausdrücklichen Antrag des Ministers auf fünf Tage herabgesetzt werden.

Art. 3. Der Sitz des Rates wird in Namur festgelegt.

Der Rat kann, wenn es ihm nützlich erscheint, an anderen Orten der Wallonischen Region zusammenkommen.

Art. 4. § 1. Der Rat setzt sich aus sechsundzwanzig Mitglieder zusammen.

Die unter Punkt 1 und 2 gemeinten Mitglieder werden auf Vorschlag des Ministers von der Exekutive ernannt.

Die unter Punkt 3 gemeinten Mitglieder werden von dem Rat bzw. dem Ausschuss ernannt, von dem sie kommen.

Es handelt sich um :

1° Personen mit umfangreichen wissenschaftlichen Fachkenntnissen auf dem Gebiet der Erhaltung der Natur und einer universitären Ausbildung. Sie sind nach folgenden Fachrichtungen aufgeteilt :

— Botanik	ein Mitglied
— Allgemeine Ökologie	ein Mitglied
— Zoologie-Wirbeltiere	ein Mitglied
— Zoologie-Wirbellose Tiere	ein Mitglied
— Tierökologie	ein Mitglied
— Phytosoziologie	ein Mitglied
— Ökotoxikologie	ein Mitglied
— Geologie	ein Mitglied
— Entomologie	ein Mitglied

2° zehn Mitglieder, die jeweils eine Vereinigung vertreten, die die Erhaltung der Natur und den Umweltschutz zur Aufgabe hat und die für das ganze Gebiet der Wallonischen Region oder einen wichtigen Teil davon zuständig ist;

3° Vertreter der folgenden Räte und Ausschüsse :

- ein Mitglied, das den Wallonischen Obersten Rat des Forstwesens vertritt;
- ein Mitglied, das den Wallonischen Obersten Rat des Jagdwesens vertritt;
- ein Mitglied, das den Wallonischen Obersten Rat des Fischereiwesens vertritt;
- ein Mitglied, das den Wallonischen Rat der Umwelt vertritt;
- ein Mitglied, das den Beratenden Wallonischen Regionalausschuss für Raumordnung vertritt;
- ein Mitglied, das die Regionalkommission der Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen der Wallonischen Region vertritt.

§ 2. Der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt und der Generalinspektor der Abteilung Natur und Forstwesen des Ministeriums der Wallonischen Region oder die Beamten, die sie übertragen, nehmen zu den Versammlungen des Rates mit beratender Stimme teil.

Art. 5. Der Präsident und der Vizepräsident des Rates werden unter den in Artikel 4, Punkt 1° gemeinten Mitgliedern bzw. den in Artikel 4, Punkt 2° gemeinten Mitgliedern ernannt.

Art. 6. Jedes Ratsmitglied muss am Tage seiner Ernennung und während der Ausübung seines Mandats seinen Wohnsitz in der Wallonischen Region haben; es sei denn, besondere wissenschaftliche Fachkenntnisse begründen eine Ausnahme.

Art. 7. Der Rat kann im Rahmen seiner Arbeiten jede Person einladen, die er zu hören wünscht.

Er kann innerhalb des Rates selbst Ausschüsse für die Untersuchung spezifischer Materien bilden.

Zu diesem Zweck kann er Gästen erlauben, an den Arbeiten dieser Ausschüsse teilzunehmen.

Art. 8. Der Rat legt eine Geschäftsordnung fest, die er dem Minister zur Genehmigung vorlegt.

Diese Ordnung sieht insbesondere die Schaffung, die Zusammensetzung und die Zuständigkeiten eines Präsidiums vor sowie die Abstimmungsregeln, den Abstand zwischen den Versammlungen und die Art, in der die Punkte in die Tagesordnung eingetragen werden.

Das Präsidium besteht aus mindestens einem Mitglied jeder des in Artikel 4, § 1 erwähnten Kategorien und zählt insgesamt höchstens sechs Mitglieder.

Art. 9. Das Mandat der Ratsmitglieder dauert fünf Jahre.

Das Mandat kann erneuert werden.

Wird ein Mandat vor seinem Ablauf frei, beendet das neu benannte Mitglied das Mandat seines Vorgängers. Dieses neue Mitglied muss spätestens zwei Monate, nachdem die Eröffnung der Vakanz vom Präsidenten des Rates oder gegebenenfalls vom Ministers festgestellt wurde, benannt sein.

Art. 10. Der Rat kommt mindestens viermal im Jahr zusammen.

Ein Mitglied wird nach Abwesenheit bei fünf aufeinanderfolgenden Sitzungen ohne triftigen Grund von Amts wegen als ausscheidendes Mitglied betrachtet.

Art. 11. Die Ratsmitglieder beziehen kein Entgelt für ihre Tätigkeit.

Die Ratsmitglieder und die in Artikel 7 gemeinten Personen haben jedoch Anrecht auf Vergütungen für Fahrt- und Aufenthaltskosten, die zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region fallen.

Zu diesem Zweck werden die in Artikel 7 gemeinten Personen den Beamten des Ranges 15 gleichgestellt.

Art. 12. Der Minister führt den Vorsitz des Rates, wenn es ihm nützlich erscheint. Er beruft den Rat ein jedesmal, wenn er es für nötig hält.

Art. 13. Das Sekretariat des Rates wird wahrgenommen gemäss Artikel 4, § 3 des Dekrets vom 25. Mai 1983 zur Abänderung — was den Regionalen Wirtschaftsrat für Wallonien betrifft — des Rahmengesetzes vom 15. Juli 1970 über die Organisation der Planung und der wirtschaftlichen Dezentralisierung und über die Einsetzung eines Wirtschafts- und sozialen Rates der Wallonischen Region.

Der Sekretär des Rates hat kein Stimmrecht.

Er erhält die vom Rat abgegebenen Gutachten und Berichte und übermittelt sie dem Minister.

Art. 14. Der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 25. Oktober 1984 über die Zusammensetzung und die Arbeitsweise des Wallonischen Obersten Rates für die Erhaltung der Natur ist aufgehoben.

Art. 15. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Erhaltung der Natur gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namür, den 18. Oktober 1990.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Wallonischen Region für die Beschäftigung,
beauftragt mit der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur und den Industriezonen,

E. HISMANS

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 91 — 194

18 OKTOBER 1990. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve
betreffende de samenstelling en de werking van de Waalse Hoge Raad voor Natuurbescherming

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, gewijzigd bij het decreet van 11 april 1984, inzonderheid op artikelen 52 en 53;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat, enerzijds het geboden is het besluit van 25 oktober 1985 aan te passen en dat anderzijds, de vernieuwing van de Waalse Hoge Raad voor Natuurbehoud binnen de kortste tijden dient te gebeuren;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor Tewerkstelling, belast met Landinrichting, Natuurbehoud en Industriegebieden,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van onderhavig besluit dient te worden verstaan onder :

— « de Raad » : de Waalse Hoge Raad voor Natuurbehoud;

— « de Minister » : het lid van de Waalse Gewestexecutieve tot wiens bevoegdheden het natuurbehoud behoort.

Art. 2. De Raad heeft als opdracht de Minister een advies te geven over alle aangelegenheden in verband met het natuurbehoud. Hij neemt kennis van deze aangelegenheden hetzij van ambtswege hetzij op verzoek van de Minister. De Raad beraadslaagt over de voorstellen die hem door minstens vijf van zijn leden worden voorgelegd. Indien een advies door de Minister gevraagd wordt is de Raad gehouden het hem binnen een termijn van hoogstens twee maanden mee te delen. Op uitdrukkelijk verzoek van de Minister kan deze termijn teruggebracht worden op vijf dagen.

Art. 3. De zétel van de Raad is te Namen gevestigd.

De Raad kan in andere gemeenten van het Waalse Gewest bijeenkomen indien hij het dienstig acht.

Art. 4. § 1. De Raad bestaat uit zesentwintig leden.

De sub 1^o en 2^o bedoelde leden worden door de Executieve op voordracht van de Minister benoemd.

De sub 3^o bedoelde leden worden respectievelijk benoemd door de raden en de commissies waarvan zij deel uit maken.

Het betreft :

1^o personen met universitaire opleiding die grote wetenschappelijke bevoegdheid bezitten inzake natuurbescherming, ingedeeld volgens de hiernavermelde specialiteiten :

— plantkunde	één lid
— plantenecologie	één lid
— dierkunde, gewervelde dieren	één lid
— dierkunde, ongewervelde dieren	één lid
— dierenecologie	één lid
— fyto-sociologie	één lid
— ecotoxicologie	één lid
— hydrobiologie	één lid
— bodemkunde	één lid
— insektenkunde	één lid

2^o tien leden, die ieder een vereniging vertegenwoordigen waarvan het doel het natuurbehoud en de bescherming van het leefmilieu omvat en waarvan de werkkring zich uitstrekt tot het ganse grondgebied van het Waalse Gewest of tot een belangrijk deel van dit grondgebied;

3^o vertegenwoordigers van de volgende raden en commissies :

— één lid dat de Waalse Hoge Raad voor Bossen vertegenwoordigt;

— één lid dat de Waalse Hoge Jachtraad vertegenwoordigt;

— één lid dat de Waalse Hoge Raad voor Riviervisserij vertegenwoordigt;

— één lid dat de Waalse Hoge Raad voor Leefmilieu vertegenwoordigt;

— één lid dat de Waalse gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening vertegenwoordigt;

— één lid dat de gewestelijke commissie voor monumenten, landschappen en opgravingen van het Waalse Gewest vertegenwoordigt.

§ 2. De directeur-generaal van de algemene directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu en de inspecteur-generaal van de afdeling Natuur en Bossen van het Ministerie van het Waalse Gewest, of de door hun gedelegeerde ambtenaren wonen de vergaderingen met raadgevende stem bij.

Art. 5. De voorzitter en de ondervoorzitter van de Raad worden door de Minister benoemd, de ene onder de in artikel 4, 1^o, bedoelde leden, en de andere onder dewelke bedoeld zijn in artikel 4, 2^o.

Art. 6. Ieder lid van de Raad moet, op de datum van zijn benoeming en tijdens de uitoefening van zijn mandaat, in het Waalse Gewest woonachtig zijn, tenzij uitzondering gemotiveerd door bijzondere wetenschappelijke bevoegdheden.

Art. 7. De Raad kan, in het kader van zijn werkzaamheden, personen uitnodigen die hij wenst te horen. Hij kan in zijn midden commissies oprichten om specifieke onderwerpen te bestuderen.

Daartoe kan hij toestaan dat genodigden aan de werkzaamheden van deze commissies deelnemen.

Art. 8. De Raad stelt een reglement van orde op en legt het aan de Minister ter goedkeuring voor.

Dit reglement voorziet in onder meer de oprichting, de samenstelling en de bevoegdheden van een bureau, de stemregels, de vergaderingsperiodiciteit en de wijze waarop de punten op de agenda worden geplaatst.

Dit bureau bestaat uit minstens één lid van elke der in artikel 4, § 1, bedoelde categorieën en uit hoogstens zes leden.

Art. 9. Het mandaat van de raadsleden duurt vijf jaar.

Het mandaat kan hernieuwd worden.

In geval van vacature vóór het verstrijken van een mandaat, voleindigt het nieuw aangewezen lid het mandaat van zijn voorganger. Dit nieuw lid moet aangewezen worden uiterlijk twee maanden na de vacature die door de voorzitter van de Raad of, in voorkomend geval, door de Minister wordt vastgesteld.

Art. 10. De Raad vergadert minsten vier keer per jaar.

Een lid dat zonder geldige reden vijf achtereenvolgende vergaderingen niet bijgewoond heeft wordt ambtshalve beschouwd als ontslagnemend.

Art. 11. Het ambt van Raadslid is onbezoldigd.

Nochtans hebben de Raadsleden en de in artikel 7 bedoelde personen recht op de vergoeding voor reis- en verblijfkosten ten laste van de begroting van het Waalse Gewest.

Daartoe worden de in artikel 7 bedoelde personen gelijkgesteld met de ambtenaren van rang 15.

Art. 12. De Minister zit de Raad voor wanneer hij het dienstig acht. Hij roept de Raad bijeen telkens hij het nodig acht.

Art. 13. Het secretariaat van de Raad wordt verzekerd overeenkomstig artikel 4, § 3, van het decreet van 25 mei 1983 tot wijziging, wat de Economische Gewestraad voor Wallonië betreft, van de kaderwet van 15 juli 1970 houdende organisatie van de planning en van de economische decentralisatie en tot instelling van een Economische en Sociale Raad voor het Waalse Gewest.

De secretaris van de Raad is niet stemgerechtigd.

Hij maakt de adviezen en verslagen van de Raad op en zendt ze over aan de Minister.

Art. 14. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 25 oktober 1984 betreffende de samenstelling en de werking van de Waalse Hoge Raad voor Natuurbehoud wordt opgeheven.

Art. 15. De Minister tot wiens bevoegdheden het natuurbehoud behoort wordt belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Namen, 18 oktober 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,
B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Tewerkstelling,
belast met Landinrichting, Natuurbehoud en Industriegebieden,
E. HISMANIS

AUTRES ARRÊTÉS — ANDERE BESLUITEN

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Personnel. — Mise à la retraite

Par arrêté royal du 22 octobre 1990, démission honorable de ses fonctions avec faculté de faire valoir ses droits à une pension à charge du Trésor public est accordée, à la date du 1^{er} novembre 1990, à M. Verbist, Luciaan E., inspecteur principal à l'Administration de l'Industrie.

M. Verbist est autorisé à porter le titre honorifique de son grade.

L'arrêté royal du 4 décembre 1989, paru au *Moniteur belge* du 17 février 1990, page 3093, ayant accordé à M. Verbist, Luciaan E., le droit à une pension dans le grade d'inspecteur à l'Inspection générale économique à la date du 1^{er} novembre 1990, est rapporté.

Permissions de voirie. — Lignes électriques

Un arrêté royal du 13 décembre 1990 accorde à la s.c. Gécoli, à Linkebeek, un avenant à une permission de voirie pour l'établissement de canalisations électriques à Aubange.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

Personeel. — Inruststelling

Bij koninklijk besluit van 22 oktober 1990 wordt aan de heer Verbist, Luciaan E., eerstaanwezend inspecteur bij de Administratie van de Nijverheid, met ingang van 1 november 1990, eervol ontslag uit zijn functies verleend en wordt hij gerechtigd aanspraak te maken op een rustpensioen ten laste van de Openbare Schatkist.

De heer Verbist wordt ertoe gemachtigd de titel van zijn graad eershelve te voeren.

Het koninklijk besluit van 4 december 1989 verschenen in het *Belgisch Staatsblad* van 17 februari 1990, blz. 3093, waarbij aan de heer Verbist, Luciaan E., met ingang van 1 november 1990, een rustpensioen werd toegekend in de graad van inspecteur bij de Economische Algemene Inspectie, wordt ingetrokken.

Wegvergunningen. — Electrische lijnen

Een koninklijk besluit van 13 december 1990 verleent aan de s.v. Geocoli, te Linkebeek, een bijvoegsel aan een wegvergunning voor de aanleg van elektrische leidingen te Aubange.